

A.I.R.E.

Association pour l'Instauration d'un Revenu d'Existence

affiliée au **B**asic **I**ncome **E**arth **N**etwork

Siège social : c/o Futuribles International – 55 rue de Varenne – 75007 Paris

Secrétariat : AIRE – 33 avenue des Fauvettes – 91440 Bures-sur-Yvette

Lettre de liaison n° 54

Automne 2007

Sommaire

- | | |
|--|-----------|
| <input type="checkbox"/> Le Participat | 2 |
| <i>Yoland Bresson</i> | |
| <input type="checkbox"/> Hommage à André Gorz | 9 |
| <i>Le Bureau</i> | |
| <input type="checkbox"/> Vie de l'association | 10 |

Directeur de la publication: Jacques Berthillier

**Pensez à renouveler votre abonnement à la lettre de liaison: 30 €/an (4 numéros)
par chèque à l'ordre de A.I.R.E.**

L'abonnement est gratuit pour les membres de l'association à jour de leur cotisation.

Courriel: contact.aire@wanadoo.fr - Site: www.revenudexistence.org

Le Participat

*Notre société explose de ses contradictions et de sa perte de sens. Ce constat est amer.
Il nous impose de rénover notre pensée politique pour la construction d'un nouveau modèle social,
réellement solidaire, qui considère chaque individu comme une personne participant à la vie d'une Unité,
d'un corps social et lui donne les moyens de choisir librement qui il veut être
et quelles voies il désire emprunter pour s'épanouir: le Participat.*

Le constat

Toute la vie économique et sociale est aujourd'hui dirigée par l'empire du libre-échange, du marché et de la finance internationale sans autre considération que l'efficacité productive, sans autre objectif que de conquérir des marchés, sans autre critère que celui du profit. Le capitalisme financier règne en maître sur le monde. Il y a certes derrière cette désignation anonyme des hommes qui pris individuellement, comme tous les hommes, ne manquent ni d'intérêt pour autrui, ni même d'humanité ou de conscience, mais ils sont tributaires d'un système qui les entraîne et les dépasse. Ils en mesurent bien les défauts, les violences, les inégalités, la pauvreté. Information aidant, nul ne peut ignorer les contreparties dévastatrices du libéralisme économique sur des millions d'êtres humains laissés pour compte, privés des ressources minimales que l'abondance matérielle permise par l'efficacité productive du marché devrait pouvoir accorder à chacun sur cette Terre qu'au surplus elle ne cesse de dégrader.

Alors ne restent plus que la gestion prudentielle permettant de perpétuer le système et la vertu compassionnelle pour adoucir les souffrances humaines. La tâche est d'autant plus difficile qu'aujourd'hui tous nos mobiles, tous nos comportements, toutes nos organisations reposent sur des croyances fondamentales, unanimement partagées, qui nous conduisent, hélas, à l'incompréhension et l'inefficacité. En effet :

I. Nous nous croyons séparés les uns des autres, seulement reliés par des échanges de nature multiple, affectifs, immatériels, ou matériels. Dans ces relations nous poursuivons prioritairement notre intérêt personnel. Nous ne sommes plus des hommes mais des individus. L'individualisme jusqu'à l'exacerbation est même devenu dans les sciences humaines, particulièrement économiques, qualifié « d'individualisme méthodologique » servant d'hypothèse unique d'analyse des comportements.

II. Puisque chacun cherche à satisfaire ses préférences, en ne pensant qu'à lui-même, que celles-ci peuvent être contradictoires entre les uns et les autres, nous sommes inévitablement placés en concurrence. La compétition, sinon la lutte, est le vecteur de nos agissements. La règle du plus fort est considérée comme

un fait. Elle n'est tempérée que par la loi. Et, même la justice est inégale... Que vous soyez puissant ou misérable...! La lutte engendre l'illusion permanente du manque et le sentiment de rareté. Il n'y en a pas assez pour tous, pense-t-on. De tout d'ailleurs de biens certes, mais aussi de temps, de considération, d'amour...

III. La sécurité au long de la vie, accompagnée des satisfactions désirées, que chacun recherche naturellement, n'en devient garantie que par l'appropriation de ce qui y concourt. Les biens de production à l'évidence qui fournissent les biens courants, la monnaie, les biens qui conservent ou accroissent leurs valeurs d'échanges, les biens de luxe qui font signes et vous positionnent socialement. Car, il n'y a pas que les satisfactions matérielles, il y a la reconnaissance, le savoir, le temps, le pouvoir qui nous donnent le sentiment de la supériorité. Se vouloir supérieur, se croire meilleur, être reconnu tel, dans ce monde d'individus en concurrence, voilà l'assurance-vie.

Ainsi, parce que l'individu a chassé l'Homme, l'homme, comme « Être humain », est oublié. Il n'est plus La fin, la seule qui vaille. Il n'est plus qu'un petit soi, qui utilise autrui comme moyen pour atteindre ses buts personnels.

Certes, les individus parviennent quelquefois à se rassembler, mais plus comme un agrégat de particules fragmentées, momentanément accolées, que sous la forme d'une véritable unité. Seule une grande menace collectivement ressentie parvient quelquefois à ce que chaque petit soi individuel s'oublie pour se fondre dans un Soi plus grand qui le dépasse et cherche son intérêt personnel en dépendance de l'intérêt de l'ensemble. Ces moments sont rares. C'est pourquoi la paix n'est qu'une transition entre deux conflits et les manifestations d'unité sociale des événements sans durée.

Or, ces trois croyances : nous sommes séparés, en concurrence les uns par rapport aux autres, nous cherchons la supériorité — que nous avons construites depuis des siècles, sinon des millénaires, et dont il serait intéressant d'étudier d'où elles sont nées et comment nous les avons enregistrées au point qu'elles nous sont devenues comme des fondements inconscients — peuvent être considérées fausses, inadaptées au monde d'aujourd'hui, donc révisables.

Il y a bien eu à certaines époques des sursauts salutaires. Sans même remonter en deçà de la fin du xix^e siècle, on constate qu'à la source de chaque progrès notable de civilisation, améliorant la vie des hommes par de fortes innovations sociales, au moins dans nos pays développés, il y a une école de pensée neuve et cohérente. En Allemagne, fin du xix^e siècle ce sont « Les socialistes de la Chaire » qui inspireront Bismarck. En Angleterre c'est « La société fabienne », brillant club réunissant au début du xx^e siècle des intellectuels « de gauche » qui nourriront Lloyd George, lequel promulgua les premières lois sociales dans ce pays... En France les Radicaux, républicains, traduiront en acte et législations la pensée de Léon Bourgeois, le Solidarisme. Il prend lui-même une part active dans l'action et perpétuant l'universalisme des Lumières et de notre Révolution, il ne se contente pas d'une application limitée à la France et l'offre au Monde, à travers la SDN.

Mais remarquons aussi lucidement que pour réels que furent ces progrès, comme dans une évolution spirale, ils n'ont ouvert que des parenthèses. Le retour inexorable des drames, de formes nouvelles d'exploitation des hommes, la résurgence de la pauvreté imposent toujours le recours à de nouveaux moyens, comme si nous courrions derrière une fin insaisissable, celle que chaque être humain porte en lui comme une espérance : vivre apaisé, heureux, en harmonie avec ses semblables et de manière durable. Saint-Just nous avait bien annoncé que le « Bonheur » était une idée neuve en Europe. Deux siècles plus tard après tant de tribulations, d'horribles drames, mais aussi tant de succès et de progrès qui oserait dire que la question du bonheur ne demeure pas entière ? Ne serait-ce pas que nos réussites et le prix que nous les payons en douleurs humaines et sociales sont indissociablement liés par la vision que nous nous sommes donnés du monde et de la place de chacun en ce monde ? Vision brouillée, illusoire ou erronée qu'il serait maintenant nécessaire et possible de modifier par une nouvelle vision du monde.

Comme le disait A. Malraux dans un entretien avec Einstein : « On ne jardine pas sur le terrain de l'Apocalypse ». À ne s'occuper que des moyens sans plus jamais s'intéresser aux fins, on en perd le sens d'autant qu'au sens propre le monde s'enfonce dans l'aliénation. Le moment du réveil, l'urgence même de celui-ci nous oblige à ne plus réagir mais à agir. Le moment est venu de poser un autre regard sur le monde, à le repenser, puis à créer un nouveau modèle du monde. Une nouvelle pensée peut dès lors s'autoriser à proposer une autre vision, d'autres croyances fondatrices.

Une nouvelle pensée politique

Il ne s'agit pas d'affirmer que cette nouvelle pensée politique serait supérieure et serait vérité. Elle se pro-

pose seulement d'offrir un fonctionnement du monde assurant plus de paix, plus d'harmonie, plus de bonheur pour chaque être humain, dans la durée. Pensée avant de devenir réalité. Elle est comme une hypothèse scientifique qu'il nous appartient de vérifier et de tester à travers ses conséquences.

Cette nouvelle vision du monde substitue à l'individualisme méthodologique, l'Unité primordiale. On comprend chacun comme inséré dans un Tout social. Et, chacun se voit ainsi, membre individualisé, autonome et pourtant participant de l'Un. Il est cellule du corps social. Il est neurone mobile d'un cerveau collectif. La solidarité n'est pas un but, c'est un fait. Comme le sont aussi la liberté individuelle, et l'égalité potentielle de chaque être humain.

Ce nouvel imaginaire commun, n'est pas le produit d'une imagination débridée. Il est le prolongement des résultats actuels de la science. Nous sommes tous potentiellement identiques. Observez les cellules souches aujourd'hui découvertes et bientôt utilisées à s'adapter à de multiples fonctions cellulaires différenciées.

Cette idempotence est aussi celle de tous les êtres humains, ce qui ne les empêche pas de se différencier quasi infiniment jusqu'à ce que chacun en paraisse unique.

Quand vous observez un corps humain, vous le voyez en son entier, sa forme se détachant dans l'espace environnant. Vous le voyez se mouvoir, évoluer, changer. Il a fallu beaucoup de temps et de recherches savantes pour découvrir combien est complexe l'intérieur du corps depuis les organes, les tissus, les cellules, les relations qu'elles entretiennent entre elles avec la différenciation de leurs fonctions, communiquant même à distance... et tout n'est pas encore connu. Quand vous observez une « société », ce que nous avons désigné ainsi est perçu d'abord comme un regroupement d'individus différents, on ne la voit pas dans son entier concrètement. L'Être social est invisible. On sait maintenant que le « corps social » existe, qu'il a une identité, des caractéristiques variables, qu'à l'instar d'un corps humain, il évolue, se transforme, grandit... et que les individus que nous voyons sont dans le corps social à l'image des cellules dans un corps humain. On peut donc déclarer, paraphrasant un célèbre texte de Ramsay :

« Le monde entier n'est qu'un grand corps. L'Humanité n'est qu'un grand Homme Unique, dont chaque humain est une cellule, chaque famille est un tissu, chaque nation est un organe, où tout acte, tout comportement rejaillit sur l'ensemble. Où la survie du plus fort est destructrice, où toute fragmentation est violence et provoque une souffrance, où il n'y a pas de supérieur ni d'inférieur, il n'y a que des différences qui

participent grâce à elles au fonctionnement efficace et paisible de la vie, à sa capacité d'adaptation, à sa pérennité. Quand les différences deviennent divisions, hiérarchies, inégalités, le monde souffre et donc chacun comme cellule de ce corps en subira un jour les conséquences, même s'il l'ignore ou croit être protégé par sa position »

Or, grâce au progrès technique, nous sommes devenus capables de produire de tout en trop, avec de moins en moins de labeur humain, et ce miracle du génie humain devient paradoxalement un problème crucial. On constate que nous avons vaincu la rareté matérielle. Que nous avons assez de tout et la croyance à la compétition abrupte, à la concurrence acharnée pour l'appropriation devient un fondement dépassé et sûrement la raison même des maladies du monde que l'abondance matérielle aurait dû guérir.

Brutalement tout s'éclaire, un nouveau monde à construire, ensemble, solidairement, émerge de cet imaginaire. Il devient urgent de commencer à en tracer l'épure. Dès que nous changeons la représentation que nous nous faisons du Monde et de notre place en son sein, l'horizon s'élargit et l'avenir s'éclaire.

Auparavant, nous concevions la société comme une pyramide, stable, hiérarchisée : au sommet l'élite, riche, savante, puissante ; à la base la masse du peuple soumis, mais protégé. On concevait certes le mouvement et l'éventualité d'une mobilité traduite par la fameuse expression de l'ascenseur social, mais la caractéristique dominante, outre la verticalité, était la fixité, la reproduction sociale.

Suivre comment au cours de notre histoire furent désignés les individus, ce qui en quelque sorte déterminait leurs identités, est significatif. Au début, les hommes étaient reconnus et nommés selon la filiation : on était untel fils d'untel... ; à cette époque l'être humain tire son identité et s'inscrit dans une descendance. Sa position sociale est fixée par sa naissance, Immuable. Cela donnera l'esclave, le serf, le noble... Longtemps les sociétés et les hommes qui les constituaient se virent et se vécurent ainsi comme un fait naturel. Beaucoup d'efforts leur permirent de se voir autrement, de se libérer concrètement et mentalement de ce lien trop strict. Plus tard le compagnon mobile va associer, le nom, l'origine et la qualité qu'il s'est choisie comme idéal. Aujourd'hui c'est le nom, l'adresse, la profession qui font pour tous l'identité ; et profession, adresse, nom même, vous classent aux yeux de tous au niveau de l'échelle sociale.

Ce schéma de la pyramide, posée sur le sol, à un endroit fixe, est celui de toutes nos formes organisées, stratifiées en niveaux hiérarchisés d'autorité et de dépendance. C'est le cas des entreprises, des institu-

tions administratives mais aussi des institutions politiques fondées pourtant sur l'égalité des citoyens et qui n'échappent pas à la représentation dominante faisant des hommes politiques des professionnels : identité... identité avec ses attributs, fragmentation, cloisonnements, cases référencées dont il est difficile de sortir et qui sont accompagnés de préjugés collectifs.

Changer d'imaginaire ne signifie pas rejeter définitivement tout recours à la représentation précédente et au fonctionnement social qu'elle a permis. Elle a engendré beaucoup de résultats positifs, des adaptations et des progrès. Mais ce sont ses succès même tels que la production en masse et les dangers qu'ils nous font courir avec la maîtrise des progrès scientifiques et technologiques, accompagnés de la rigidité sociale (si tu nais dans le ghetto tu y meurs!), et des inégalités devenant insupportables... avec leur connaissance actuelle maintenant mondialement propagée, qui nous inspire presque naturellement l'approche d'une tension limite, ainsi que la nécessité d'une représentation nouvelle.

Au lieu de la pyramide, il vaudrait mieux se représenter la société comme une sphère à l'image du Monde, et chaque regroupement identifié quelle que soit sa dimension comme L'Europe, la France, une région, une ville, une entreprise, une famille... comme d'autres sphères s'insérant à l'intérieur les unes des autres comme le seraient des poupées russes. Et, dans le cœur de cette unité, ce sont les individus qui ont des identités éclatées, multiples, selon leurs appartenances, leurs liens, leurs proximités de telle sorte qu'il deviendra de plus en plus anachronique de leur attribuer une caractéristique et une position uniques, figées.

Les individus se relient dans chaque mini-structure à l'image de l'Atomium de Bruxelles. Il en est tout autant pour chaque entreprise s'accrochant par liens à d'autres entreprises... Et ainsi de suite jusqu'à l'Humanité entière.

Les objets, les services, les informations qui s'échangent et circulent dans ces liens ne sont que des médias. La richesse réside dans les liens eux-mêmes, dans leur qualité et dans leur nombre. Ils sont momentanés ou durables. Ils s'abandonnent ou se retissent. Ils se multiplient dans l'espace ou dans le temps. C'est ce processus qui est celui de la vie économique et sociale, toujours en mouvement, toujours en changement. C'est la profusion et la nature de ces liens qui sont et seront la richesse pour chacun.

La monnaie est la langue, la parole qui portant les objets, les services, l'information permet d'échanger avec autrui, de se relier. C'est un outil essentiel. La langue, les mots, les phrases, les dire... Les us et coutumes... en sont aussi. L'identité individuelle n'est

plus limitée à l'adresse et à la profession, comme des repères fixes, mais à tous les états de l'Être humain, à toutes les facettes qu'il manifeste de son potentiel, de tous les liens qu'il tisse, de tous les regroupements auxquels dans l'instant il participe. Il est d'autant plus riche qu'il multiplie les liens, car chaque échange de temps est créateur de richesses, seuls ceux qui laissent une trace en monnaie étant enregistrés comme tels actuellement.

Cette représentation n'exclut pas qu'à l'intérieur de cet ensemble, pour une sphère particulière, pour un regroupement rassemblé en vue d'un projet donné, soit reconstituée la structure pyramidale, hiérarchique, avec une direction, des ordres, une soumission rigide. Mais cette organisation se sera alors imposée, acceptée par ses membres, parce que jugée la plus efficace pour obtenir les résultats souhaités. Une course à la voile en équipage, exige une organisation précise, une discipline, un capitaine et des exécutants... mais la course finie, ils se retrouvent sans peine, fraternellement égaux.

Il est donc évident qu'un mouvement politique voulant porter cette nouvelle pensée, et traduire en propositions concrètes et en actes ce projet de vie, ne peut se déclarer détenir l'exclusivité de la vérité, de dire la voie qu'il ouvre supérieure ou meilleure que toute autre. Il ne peut s'organiser selon l'ancienne structure pyramidale, comme une force destinée à conquérir des positions et des mandats. Il doit s'interroger : Qu'apporte l'action politique à l'unité rassemblée ? Que rien ne vienne la détruire et qu'elle prospère de telle sorte que chacun en son sein puisse, librement, selon ses choix d'être, de faire et d'avoir, bénéficier du maximum d'opportunités. Mais au-delà, l'action politique est l'ensembliser qui donne cohérence, beauté, avenir espéré à l'unité. Elle propose un éventail de projets collectifs, elle offre des avenir possibles et lorsqu'ils sont choisis, les outils pour les construire. Le nouveau mouvement politique qui porterait ce projet se rapprocherait plus d'une sorte d'« université politique ». Lieu d'apprentissage, de recherche, d'expérimentations et de projets d'action. Plusieurs partis, comme plusieurs universités, peuvent alors cohabiter sans avoir exactement les mêmes profils, les mêmes préoccupations, les mêmes propositions. Et sur les sujets communs, elles apprendront à considérer que parce qu'elles ont raison, les autres n'ont pas nécessairement tort et réciproquement.

Voici les fondements idéologiques sur lesquels nous proposons d'élever l'architecture du nouveau Monde. Poursuivant le projet républicain initié en France, au point que notre pays soit partout considéré comme celui des « Droits de l'Homme », remettons-nous à l'ouvrage. Annonçons qu'il est aujourd'hui non seulement possible mais indispensable de penser une civili-

sation de l'Humanité tout entière, qui sublime l'Être humain.

Ce n'est pas seulement par le discours qu'il nous faut ouvrir la voie, c'est par l'exemple concret, évalué, prouvant la justesse de la pensée. Toutefois, la prise de conscience du changement radical impose de nommer autrement la nouvelle société. Nous suggérons, qu'après l'esclavage, le servage, le salariat vient : « Le Participat ». Et pour commencer à lui donner sens voici quelques réformes immédiatement réalisables qui comme le renversement d'un premier domino produiront en cascade l'enchaînement de ses effets.

Le Participat

Dans le Participat chaque individu est considéré comme une personne, participant à la vie d'une Unité, d'un corps social, solidaire de fait, également et pleinement libre de choisir qui il veut être et quelles voies il désire emprunter tout au long de son existence pour s'épanouir. Il tisse des liens, s'insère dans des groupes, s'active selon ses goûts et ses talents, multiplie les expériences. Le rôle de l'Unité consiste à lui offrir le maximum d'opportunités à saisir.

Les échanges sont portés par la monnaie, pour les biens et services, par le langage, oral et écrit, et aujourd'hui par les moyens informatiques. La Nation a donc pour première obligation de doter également tous ses membres, ses participants, ses citoyens, d'un minimum d'outils disponibles en toutes circonstances, tout au long de la vie, en sorte que chacun puisse multiplier liens et échanges de toute nature avec autrui. L'éducation gratuite et obligatoire a déjà été instituée, bien qu'il reste beaucoup à faire pour qu'elle le soit partout et pour tous les enfants dans le Monde. Elle a également besoin d'être repensée pour préparer les générations à venir à vivre pleinement la nouvelle vision du Monde. Il n'en est pas de même pour la monnaie. C'est pourquoi la première pierre du Participat, à poser, consiste à instaurer « Le Revenu d'Existence », un revenu égal pour tous, alloué inconditionnellement de la naissance à la mort, à chaque citoyen, cumulable avec n'importe quel revenu d'activité supplémentaire. Ce revenu est accordé parce qu'on existe et non pour exister. Parce qu'on est accueilli, reconnu participant potentiel à la vie de l'Unité.

L'être humain naît dans un corps social, dans un champ de moyens accumulés par les générations précédentes, que nous appelons le champ de capital matériel et humain social. Il comprend des éléments matériels, réseaux d'infrastructures, équipements de toute nature, ressources naturelles... mais aussi des connaissances, des habitudes relationnelles, des valeurs communes... Toutes les activités de l'instant, tous les échanges s'ap-

puient sur cette richesse et dans l'instant même où elles apparaissent, accroissent ou détériorent le capital humain collectif. La solidarité de fait entre les décisions, les comportements, les actes de chacun, affectent l'ensemble et en conséquence chaque autre personne de la communauté, à un moment ou un autre. Liberté, responsabilité, partage, conscience individuelle et collective sont les valeurs du Participat.

Revenu d'existence et économie responsable.

Intégration, différenciation et sécurité, assurées pour chacun, sont les piliers d'une société harmonieuse, dynamique et stable.

Avec le salariat, l'intégration de tous passe par l'emploi ou une activité légale validée par le marché, d'où la nécessité du plein-emploi! La différenciation des emplois et des salaires s'ajoutant à la protection sociale ont mené le salariat à une quasi-perfection.

Mais voilà que, progrès technique aidant, il a vaincu la rareté matérielle et se condamne ainsi à se dissoudre. En effet, nous traversons une mutation exceptionnelle. Le salariat naquit de l'association du capital fixe, la machine, et du travail contractualisé, marchandise, devenu emploi salarié. Il permet de produire en masse, mais y étant parvenu au-delà de toute attente, on ne produit aujourd'hui que ce que l'on vend, pour une demande versatile qui s'intéresse moins à l'objet lui-même qu'à tous les signes et symboles qui s'y rattachent, d'où le poids de la publicité, de la marque, de l'emballage, du marketing, des images véhiculées... de tout ce que l'esprit ajoute à la matière. C'est l'intelligence, la créativité, l'innovation... en un mot le Capital humain qui devient le facteur essentiel de production, celui qui crée la valeur, et, l'économie devient immatérielle, informationnelle et relationnelle.

Ce «capitalisme cognitif» n'associe plus finance et capital fixe, immobilisé, mais finance et capital humain exigeant mobilité, flexibilité (les stocks sont inutilement coûteux y compris les stocks permanent d'employés), adaptation constante, multiplication des activités et intermittence de celles-ci. L'esclavage et le servage étaient liés à la Terre, le salariat associé à la machine, le «Participat» est adapté au capital humain.

Le capital humain a toujours existé et collaboré à la production, à travers les savoirs du paysan ou l'habileté de l'ouvrier, de l'artisan ou du technicien. Mais il intervenait comme un ajout de productivité, un ingrédient qui améliorait l'objet offert. Aujourd'hui le renversement est quasi parfait, l'objet n'est plus que le support, c'est tout ce que lui ajoute le capital humain dans sa conception, sa réalisation, sa mise à disposition qui est déterminant. Si on pouvait s'approprié la terre et la machine et les faire produire par d'autres esclaves, serfs

ou ouvriers, on ne peut en revanche séparer l'appropriation et l'exercice du capital humain : il est porté par l'être lui-même et il ne rend toute sa créativité, son efficacité, donc son profit que si la personne est motivée, s'engage pleinement, participe vraiment.

Avec l'économie immatérielle, on reconnaît ce qui a toujours été, mais ignoré parce que caché dans l'objet échangé, à savoir que tous les échanges économiques sont des échanges de temps, seuls ceux laissant une trace en monnaie étant comptabilisés en richesses. Chaque individu de tout âge est une même unité de temps, il est donc participant potentiel aux échanges et à la production directe ou induite de richesses (même le bébé dans son berceau).

Ainsi dans le Participat l'intégration ne se fait plus exclusivement par l'emploi. Chacun reçoit inconditionnellement un égal revenu d'existence, tout au long de sa vie, d'un montant croissant avec les ressources du pays, cumulable avec n'importe quel revenu d'activité.

La différenciation s'accomplit grâce au foisonnement d'activités car le travail en devient libéré du carcan de l'emploi, passage obligé de l'intégration dans le salariat. La sécurité inconditionnelle du revenu, qui se substitue à celle que l'on recherche encore vainement de l'emploi, laisse les talents se déployer et offre la possibilité de rémunérations différenciées selon les mérites et les succès. L'actuel chômage sera vécu comme l'intermittence inévitable et nécessaire, le moment de renouveler, d'améliorer son capital humain et de trouver à l'exercer dans d'autres domaines. La baisse de revenus d'activité qui pourrait survenir dans ces périodes d'intermittence sera couverte en totalité ou en partie par une mutualisation collective de ce risque. Notons cependant que c'est le tissu de relations forgées entre les participants d'un même bassin de vie qui deviendra le meilleur filet sur lequel le voltigeur pourra rebondir.

Lorsque le capital humain produit dans l'instant, il s'appuie sur un fonds de capital matériel et humain social (connaissances, infrastructures, habitudes, relations d'échanges...) accumulé par nos ancêtres. C'est la mesure de la rente qui revient à ce fonds collectif qui est celle du revenu d'existence global également partagé entre tous. Mais, simultanément, toute activité présente du capital humain accroît (ou détériore avec la pollution par exemple) le fonds de capital humain social. Il en est de même des entreprises : elles accroissent leurs profits futurs si elles participent à l'amélioration du capital humain collectif dans lequel elles prospèrent, tandis qu'elles se préparent des résultats amoindris si elles dégradent leur environnement, traitent leurs travailleurs de façon indigne, leur interdisent de s'améliorer et de se former en permanence. L'entreprise qu'elle en soit consciente, ou pas, est socialement participante, donc socialement responsable.

Ainsi lorsqu'une entreprise injecte un capital financier et rassemble un personnel pour produire, biens et services, elle mobilise finance et capital humain visibles, mais aussi là où elle s'installe, capital matériel et social précédemment accumulé. Finance et capital humain rassemblés sont les ressources initiales motrices. Ce ne sont que des images différentes d'une même réalité: le temps. Chaque participant apporte avec lui, au minimum, la valeur financière du fonds collectif mesuré par le revenu d'existence et, par là, au-delà de sa rémunération fixe, considérée comme un coût, contribue au même titre que l'apporteur financier aux profits de l'entreprise. Il doit donc comme lui en recevoir une part sous forme de dividende. Ce dividende sera donc supérieur à l'allocation actuellement versée au titre de la participation aux résultats de l'entreprise. Il concernera aussi la majorité des entreprises car le participant n'est plus seulement salarié. Il est à part entière participant au projet productif 1.

L'entreprise n'est pas uniquement responsable devant ses actionnaires. Elle l'est aussi devant tous les hommes et les femmes qu'elle réunit dans son activité. Et, si elle doit s'occuper d'amortir son capital financier et de créer de la valeur pour ses actionnaires, elle doit se préoccuper également d'entretenir le capital matériel et humain social sur lequel elle s'appuie, de le faire croître et d'améliorer son environnement.

Dans le Participat, ce phénomène est rendu visible et mesurable pour tous. Avec d'autant plus de répercussions que l'image des entreprises auprès des consommateurs sera de plus en plus décisive pour la diffusion de leurs produits. Comme une pièce de monnaie l'entreprise aura deux faces comptables: celle traditionnelle

1. Dans le Participat tout est capital, tout participe et donc chacun a droit à une part des profits, le capital financier avec les immobilisations matérielles, le capital humain avec le personnel en activité, le capital matériel et social avec le champ économique où la production s'installe. Ainsi la finance reçoit des charges fixes (les intérêts) et variables (les dividendes), le capital humain de même reçoit des rémunérations fixes et une part variable en fonction des profits.

Le capital humain, matériel et social incorporé n'est pas directement mesurable en volume, sa contribution n'est appréciée que par sa rente, le revenu d'existence global au niveau de la nation. Mais comme chaque participant porte ce potentiel, évalué par son revenu d'existence individuel, l'entreprise avec tous ses participants incorpore la rente du capital matériel et humain social par la sommation des revenus d'existence. La part en volume dans l'actif de l'entreprise pourrait alors être mesurée annuellement à partir de cette somme. (Voir l'exemple chiffré, p. 9).

Les profits distribués peuvent l'être en proportion sous forme de dividende pour la finance et les salariés et pour le dividende allant au CMHS comme contribution au financement du revenu d'existence, ou bien au soutien à l'éducation ou à la formation professionnelle, aux efforts d'adaptation et de renouvellement des compétences, à la recherche, etc.

montrant son efficacité et les profits qu'elle dégage. Celle de sa participation sociale où seront isolés tous les coûts matériels et financiers ainsi que la part des profits dont la finance aura bénéficié, qui soustraits du chiffre d'affaires laissera apparaître une autre valeur ajoutée ayant servi à la rémunération du capital humain, ainsi qu'à toutes les dépenses faites pour l'améliorer, de même que toutes les dépenses faites pour l'environnement 2. Le marché lui-même valorisera mieux les entreprises qui à travers ces données publiées, affermiront leur image et participeront au développement humain durable.

Nouvelle gouvernance participative.

L'Unité méthodologique nouvelle se distingue de la méthode gestionnaire ancienne parce qu'elle part ou cherche à partir du Tout, prenant les parties incluses dans ce tout, participant à la vie du Tout, de ses changements, en prenant en considération en retour les effets sur les parties. Tandis qu'auparavant, c'est-à-dire aujourd'hui encore, l'impulsion vient du sommet, puis la direction cherche au mieux l'entraînement et l'adhésion et au pire impose ses choix par la contrainte. L'unification est artificielle, précaire ou illusoire, puisque chaque partie est sûre de sa raison. Il en va des entreprises mais encore plus des États.

Selon nos pratiques traditionnelles, la juxtaposition d'administrations et de services cloisonnés, forts pourtant chacun de compétences indiscutables et désireux de bien servir la Nation, conduit souvent à l'inefficacité. Alors qu'il convient, simplement, de coordonner, de rassembler tous les acteurs participant à la décision et aux conséquences des choix, portés à élaborer ensemble, ensemble dans l'unité, et non plus dans la séparation et la fragmentation, les solutions.

En amont de la réalisation et de la bonne gouvernance il reste à s'interroger sur le comment renouveler le choix des projets collectifs, et en aval... comment en apprécier les résultats.

Nul ne contestera que notre démocratie représentative bute aujourd'hui sur des limites structurelles. On le comprend aisément. L'élection de représentants du peuple rend le citoyen passif entre deux scrutins. Ces représentants doivent légiférer en tous domaines sur des sujets dont la complexité et les effets de système

2. VA économique = CA - consommations intermédiaires dont celles faites pour améliorer le capital humain et l'environnement = frais de personnel + impôts + amortissements et provisions + profit

VA sociale = CA - consommations intermédiaires hors celles faites pour améliorer le capital humain et l'environnement - impôts - amortissements et provisions - profit = frais de personnel + consommations intermédiaires faites pour améliorer le capital humain et l'environnement

dans la totalité du corps social échappent à leur capacité d'analyse. Les individus ne connaissant que leurs intérêts personnels immédiats, les groupes de pression sont d'autant plus attentifs lorsque ce qui les affecte directement fait l'objet d'examen ou de projet par les représentants élus, que la grande majorité silencieuse, peu concernée, s'en désintéresse. Les représentants sont alors soumis à la pression de lobbies, qui exploitent tout ce qui pourrait conduire à satisfaire leurs préférences. La recherche du bien commun s'efface à l'avantage de biens particuliers. Quant aux résultats, ils s'ignorent sauf lorsque les conséquences deviennent catastrophiques ou qu'un groupe de pression concurrent et puissant se découvre lésé.

La nouvelle gouvernance devrait toujours chercher à tenir les niveaux extrêmes, l'unité de l'ensemble du corps social et le local ou le particulier. C'est-à-dire, collectivement, choisir l'éventail cohérent de projets, enregistrer les conséquences que les réalisations produisent jusqu'aux individus. Le critère de la bonne gouvernance, du bon résultat est de nature éthique. Une bonne politique doit élargir l'éventail des opportunités, en garantissant plus de liberté, plus d'égalité, plus de solidarité dans le respect de la dignité de chacun.

Comment tenter de progresser dans cette voie ? Par la participation des citoyens aux choix des projets, puis le rassemblement des acteurs et des compétences à la réalisation et à la gestion, puis un retour à la participation des citoyens pour en apprécier les conséquences et corriger éventuellement, voire compenser, les dommages.

La commune pourrait être l'Unité expérimentale de cette nouvelle gouvernance.

Une assemblée de citoyens tirés au sort, comme le sont les jurés d'assises aurait mission de sélectionner les projets communaux. Ils pourraient recevoir des suggestions librement proposées par les habitants de la commune. Ils examineraient simultanément ceux envisagés par les représentants élus. Ceux-ci conduits par le Maire, réuniraient les acteurs et les compétences pour mener à bien les projets choisis. Toutefois, le Tout primant sur les parties, ces projets localement sélectionnés, s'ils peuvent être originaux et spécifiques, ne sauraient entrer en concurrence ou en contradiction avec ceux plus larges, englobant, des collectivités dans lesquels s'inscrivent la commune telle que la Région ou l'État. Une commission d'évaluation des résultats, réunissant pour une part des membres de l'Assemblée des citoyens, pour une autre des élus municipaux, pour une troisième des experts désignés conjointement par les deux groupes ferait rapport à tous les citoyens. Opposition systématique, luttes, combats devraient progressivement disparaître du langage et de l'action politique.

Il ne s'agit pas ici de promouvoir et d'imposer une règle de démocratie participative clé en mains, mais de susciter pratiques nouvelles, apprentissages, expérimentations en accord avec une vision du monde fondée sur l'Unité primordiale et la solidarité pensée non comme un idéal, ou un projet, mais comme un fait. Bien d'autres propositions pourraient être envisagées, en France servant d'exemples, mais aussi pour l'Europe et le monde.

Par exemple, la laïcité, spécialité française, est aujourd'hui conçue comme une forme d'amnistie tolérante laissant des religions cohabiter, chacune se pensant détenir la Vérité. Elle crée un espace de neutralité au milieu de communautés séparées, comme des fragments du corps social. Est-ce suffisant ? Est-ce conforme à une vision du monde qui considère l'unité solidaire comme un fait et toute fragmentation localisée comme une nécrose ? N'oublions pas le conseil prophétique de Malraux, propagé sous l'expression : « Le xxie siècle sera spirituel ou ne sera pas », mais qui dans sa formulation exacte s'énonce ainsi « Ce siècle qui a fait resurgir les démons ne survivra pas s'il ne réintègre pas Les Dieux ».

La promotion durable d'une nouvelle vision du monde et de l'homme peut-elle se concevoir sans l'émergence d'une nouvelle spiritualité ? On sent que cette spiritualité ne peut plus se fonder, seulement, sur des institutions religieuses antagonistes faisant semblant de se tolérer, tout en incitant leurs adeptes à défendre leur vérité supposée. Elle ne peut l'être que sur la liberté absolue de conscience, où chacun serait disposé à trouver par lui-même le sens qu'il veut donner à sa vie, quitte à chercher à rejoindre le divin qu'il pressent, en choisissant la voie qu'il désire emprunter. La France qui dans son idéal républicain veut dépasser les communautarismes, refuser les fragmentations figées, se concevoir Une, doit en ce domaine servir d'exemple au Monde, avec d'autant plus d'exigence, qu'elle en est avec la présence de toutes les religions en son sein, une image fractale quasi parfaite. Il est inutile de rappeler l'urgence, aujourd'hui, de transcender pacifiquement la confrontation que les extrémistes espèrent.

Autre exemple, il nous faudra rénover l'enseignement et l'éducation par une École de la vie et du Savoir transmettant à nos enfants cette vision solidaire et responsable des hommes avec l'Humanité, avec tout le vivant, avec tout l'environnement, et dont ils ont naturellement, spontanément, la prescience. En favorisant moins la compétition, sinon avec soi-même, par l'effort et le dépassement, et davantage la coopération et le partage. En développant l'autonomie, la créativité et la responsabilité. En éduquant à la non-violence et à la paix.

Somme toute, nous ne voulons rien moins que ce que Victor Hugo exprimait dans sa préface de l'Exposition universelle de Paris en 1867 : « *Au ^{XXI} siècle, il y aura une nation extraordinaire. Cette nation sera grande, ce qui ne l'empêchera pas d'être libre. Elle sera illustre, riche, puissante, pacifique, cordiale au reste de l'Humanité. Elle aura la gravité douce d'une aînée... Elle sera plus que nation, elle sera civilisation; elle sera mieux que civilisation, elle sera famille... partout la dignité et l'utilité de chacun sentie par tous... la liberté du cœur humain respectée au même titre que la liberté de l'esprit humain... la*

circulation décuplée ayant pour résultat la production et la consommation centuplées; la multiplication des pains de miracle devenue réalité. Toutes colères disparues.

Cette nation aura pour capitale Paris et ne s'appellera point la France; elle s'appellera l'Europe. Elle s'appellera l'Europe au ^{XXI} siècle et aux siècles suivants, plus transférée encore, elle s'appellera l'Humanité ».

Nous sommes juste un peu en retard. Il est temps de reprendre la marche.

Yoland Bresson

Exemple chiffré de répartition des profits dans le Participat

On prend une entreprise dont la valeur financière (CF) est estimée à 500 000 € qu'il s'agisse d'un propriétaire unique, également employeur, ou d'actionnaires apporteurs de capitaux. Cinq salariés reçoivent une masse salariale annuelle de 50 000 €. Le salaire fixe étant considéré maintenant comme un amortissement du capital humain. Il faut évaluer la valeur de ce capital humain. On peut avancer que la durée d'amortissement est prise égale à la durée moyenne de présence des employés dans l'entreprise, ce qui signifie qu'à leur départ, chaque salarié a au moins reconstitué la valeur initiale de son capital humain. On prend ici, par exemple 5 ans. Le taux d'amortissement est donc égal à 0,2. Le capital humain (CH) s'évalue à $50\,000/0,2 = 250\,000$ €.

Le capital humain matériel et social (CHMS) sur lequel s'appuie l'entreprise a un rendement égal au revenu d'existence que porte avec eux les employés. À 300 € par mois pour chacun des 5 salariés cela représente $12 \times 300 \times 5 = 18\,000$ € et en prenant le même taux d'amortissement, l'évaluation du capital humain social (CHMS) participant à l'activité productrice de cette entreprise sera $18\,000/0,2 = 90\,000$ €.

Le capital total engagé est donc :

$500\text{ M€ (CF)} + 250\text{ M€ (CH)} + 90\text{ M€ (CHMS)} = 840\text{ M€}$.

En prenant un profit net de tous les amortissements (financiers, humains, sociaux) distribuables (une part pourrait en effet être réservée pour des investissements) égal à 50 000 €, identique à la masse salariale, la répartition du profit sera :

$500/840 = 0,595$ soit environ 60 % pour les actionnaires propriétaires.

$250/840 = 0,297$ soit 30 % pour les 5 employés ce qui représente 15 000 € au total ou 3 000 € pour chacun.

$90/840 = 0,107$ soit 10 % des profits qui peuvent venir abonder le fonds qui assure le versement régulier du revenu d'existence à tous les citoyens.

On remarquera que plus les employés restent longtemps dans l'entreprise, plus le taux d'amortissement du capital humain diminue et donc la valeur de ce capital à masse salariale équivalente augmente. C'est bien dans la logique du Participat qui engendre l'alternative d'une participation courte à l'entreprise, avec peut-être un salaire élevé, mais une part plus faible de profit reversé, ou une participation durable, avec peut-être une rémunération fixe moindre mais une part plus grande de partage des profits.

Hommage à André Gorz

André Gorz n'est plus. Il fut tout au long de sa vie un artisan déterminé de la lutte pour une société libérée de l'oppression, de l'injustice et de la misère.

Lors d'un premier entretien aux États généraux du Chômage, organisés par Partage en présence de Martine Aubry, à la présentation du Revenu d'existence par Yoland Bresson, André Gorz avait exprimé son opposition. En effet, pour lui, il convenait d'opérer une distinction entre le travail autonome et le travail hétéronome. Or, la distribution de monnaie par le

biais du revenu d'existence allait développer le travail hétéronome qu'il convenait précisément de réduire au profit du travail autonome.

Puis, sa pensée a évolué. C'est ainsi que, plus tard, à l'occasion du Manifeste contre la précarité, organisé par Partage, en présence de Patrick Viveret et d'Alaïuïn Caillé, André Gorz prit la parole en dernier « Je me suis trompé, je reconnais mon erreur, je suis favorable au revenu d'existence, mais pas au niveau fixé par l'Aire. Il faut l'appeler Allocation universelle, l'élever

au niveau du Smic pour éviter d'avoir à passer par un emploi pour vivre». Puis il l'écrivit à Yoland Bresson.

Pour un intellectuel de si haut niveau reconnaître son erreur en public est un fait rare qu'il convient de souligner. Il traduit tout à la fois l'extrême humilité et la

grande honnêteté d'André Gorz, qui réhausse sa notoriété et son rayonnement.

Sa disparition nous touche d'autant plus que Yoland Bresson allait lui demander de préfacier son dernier ouvrage « L'erreur de Marx ».

Vie de l'association

Prochaines réunions

Maison des Sciences de l'homme, 54 boulevard Raspail, 75006 Paris,
salle n° 215, 2^e étage à 17 heures

Le mercredi 21 novembre

Le mercredi 12 décembre

Le mercredi 9 janvier

Le mercredi 13 février

Le mercredi 12 mars

Le mercredi 9 avril

Le mercredi 14 mai

Le mercredi 11 juin

Ces réunions sont ouvertes à tous. Venez nombreux.

Cotisations 2007

- | | |
|---|------|
| • Cotisation de base ¹ : | 60 € |
| • Cotisation réduite ¹ :
(<i>chômeurs et étudiants</i>) | 15 € |
| • Abonnement lettre de liaison | 30 € |

1. Donne droit à la lettre de liaison et à une déduction fiscale.

Courriel: contact.aire@wanadoo.fr

Site: www.revenudexistence.org